

RHÔNE

« On risque la fermeture » : menace sur les finances des centres sociaux

Olivier Philippe



Dans le hall d'entrée du centre social du Neyrard, à Sainte-Foy-lès-Lyon, il faut se baisser pour éviter les affichettes accrochées un peu partout. Photo Olivier Philippe

Salariés, bénévoles et usagers des centres sociaux du Rhône ont prévu une manifestation mercredi 31 janvier devant la préfecture du Rhône pour alerter sur leur situation financière, menacée par l'inflation des charges et des salaires.

Dans l'entrée du centre social du Neyrard, à Sainte-Foy-lès-Lyon, il faut se baisser pour éviter les affichettes accrochées un peu partout. Des appels à l'aide, de la part des salariés et des bénévoles du lieu. Les centres sociaux du Rhône sont financièrement « sous l'eau », et le leur aussi, dénoncent-ils. Pour filer la métaphore, plusieurs d'entre eux se rassembleront mercredi 31 janvier devant la préfecture du département, à Lyon, pour une manifestation avec masques, tubas, palmes et bouées. Rendez-vous à 14 h 30.

Philippe Geai dirige depuis huit ans les deux centres de Sainte-Foy, ville cossue de l'Ouest lyonnais où le centre social a une vraie raison d'être : « C'est un pivot de la ville, pour favoriser le lien social et le vivre-ensemble entre les habitants de quartier différents. »

Son association chapeaute les deux centres, l'un au Neyrard donc, en face de la mairie, au-dessus du cinéma, jolie rue végétalisée, plusieurs parcs aux alentours ; l'autre à la Gravière, « quartier plus populaire » aux immeubles fonctionnalistes. « L'ensemble de nos activités est un prétexte pour que les gens se rencontrent. Nous ne sommes pas là que pour les personnes en difficulté sociale, nous sommes tout public, parce qu'il s'agit de faire société », explique le directeur.

[Les animations](#) permettent d'entremêler les populations, indépendamment des âges et des classes sociales : petits-déjeuners en extérieur, ateliers cuisine ou initiations au numérique, visite au musée des Confluences, organisation du carnaval au cours duquel des résidents d'Ehpad défilent avec des enfants... dans cette commune de 22 000 habitants, environ 2 000 personnes participent aux animations chaque année. Mais comment maintenir les activités [avec un porte-monnaie toujours plus asséché](#) ? À l'échelle du département, 52 des 78 centres sociaux ont engagé 2024 avec un budget prévisionnel déficitaire. 1,5 million d'euros viendront à manquer dans les caisses, selon la Fédération des centres sociaux du Rhône.

À Sainte-Foy, les deux sites ont besoin d'un peu moins de 2 millions d'euros pour tourner cette année, avec une quarantaine de salariés en équivalent temps plein, et une soixantaine de bénévoles. « On a beau optimiser la gestion, on est au bout et il nous reste 170 000 euros à trouver », souffle Philippe Geai.

• Salaires et coût de l'énergie

Deux raisons principales à cette asphyxie. D'une part, [la hausse des charges énergétiques](#), comme partout. Joce Clotilde, président bénévole jusqu'en 2023, souligne que ce poste a doublé depuis 2019. D'autre part, surtout, la hausse des salaires. La majorité des employés sont au Smic, et [celui-ci a été revalorisé](#), outre une convention collective qui a encore fait grimper la masse salariale au 1^{er} janvier, et représente désormais 80 % du budget. Les responsables des centres sociaux ne contestent bien sûr pas cette hausse, « c'est normal, il fallait revaloriser les bas salaires », souligne l'ancien président, « mais on ne peut pas le faire avec ce qui nous est attribué ». La répartition varie suivant les centres, mais globalement, leur budget dépend en majorité des participations de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et de la commune, qui assurent chacune plus ou moins un tiers de la somme, le dernier tiers venant de l'État et des cotisations des usagers.

Pour les représentants des centres sociaux, leurs missions permettent d'éviter des dépenses supérieures, plus tard, grâce à leurs services à la population (crèches, accueils de loisirs, formation et insertion, activités pour tous les âges). Leur « veille sociale », permet de « repérer la dégradation de trajectoires individuelles ou collectives » et de « prévenir des situations de violences et de ruptures dont le coût humain est toujours trop élevé ». Or, dans ce contexte inflationniste, « à terme, demain ou après-demain, on risque une fermeture, et c'est pourquoi on tire la sonnette d'alarme », prévient Philippe Geai.

« Nous ne sommes pas là que pour les personnes en difficulté sociale, nous sommes tout public »